

LES SACRIFIÉS

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



N° 12 / 1975

14e année

Prix: 10.- frs. lux.

Abonnement: 80.- frs

Monument
aux Morts
LELLIG

Fédération :
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg

Nous sommes LES spécialistes de la mercerie
au Grand-Duché!!!

Maison SCHAEFER

Succ. C. MARX

25 A, rue Philippe II LUXEMBOURG

175

Kommt eis besichen, mir présente'eren iech an
eisem neien Geschäft eng komplett Gamme vun
Stereo-Compact- a Quadrophonie's Anlagen.

Eis Apparaten hun all Vierdeler, plus én, et sin
TOSHIBA'S

HIFI-STUDIO 2000

31, rue de Bonnevoie (Zweschent der Vallis-
platz an der Eisebunsbreck)

LUXEMBOURG — Tél.: 49 17 17

576

JOAILLERIE - BIJOUTERIE - HORLOGERIE

LINK

Félix Hoffmann-Goedert

10, rue du Curé LUXEMBOURG

No 521

Bei ären Akéf,

vergiësst

net déi Leit

déi bei eis annoncieren

D'Amicale vun den Enrôlés de Force

MAMER — HOLZEM — CAP

invitéiert lech fir
Samschdes den 10. 1. 1976 op hir

SOIREE DANSANTE
«LE BAL DES SURPRISES»

am Sall vun der Société «Harmonie Union»
zu Mamer

Orchester: Léon Lentz
GRO'SS TOMBOLA

Jidder Entréskart get gratis Urecht op
d'Verlo'sung vun Surprises

HENRI KOCH-KENT

auteur de «10 mai 1940 en Luxembourg»
et «Sie boten Trotz»

publiera prochainement chez CASTERMAN

DOUDOT

FIGURE LEGENDAIRE
DU CONTRE-ESPIONNAGE FRANÇAIS

«Le colonel Doudot ramassait les agents
allemands à la pelle» (Pierre NORD).

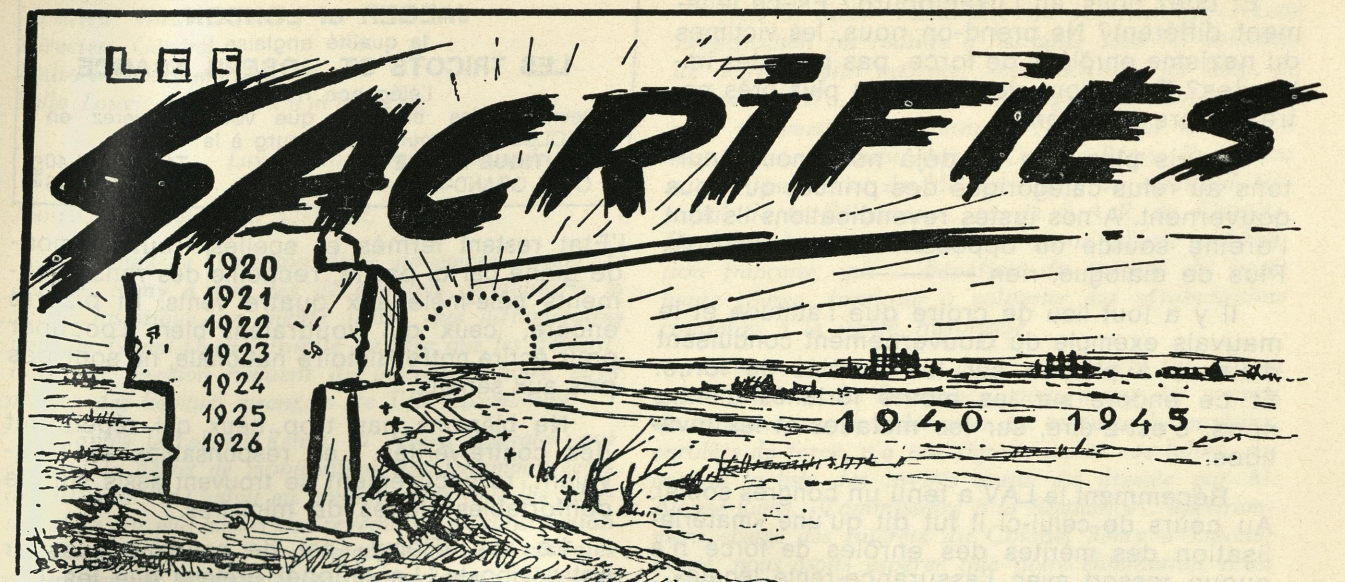
Table des matières : Introduction du colo-
nel Joseph Doudot; Début de carrière en
Allemagne; La Sarre, pépinière d'espions;
Doudot, agent double; L'espion aveugle;
Après la Sarre, le Grand-Duché; Le cour-
rier du rebut; Infiltration à Stuttgart; L'her-
boriste de la ligne Maginot; Documents au
poids; L'aviateur traître; Astuces et ruses;
Un enlèvement rocambolesque; L'inspec-
teur véreux; **Un Luxembourgeois dans le
jeu;** Mai-juin 1940; Incrédulité en haut-
lieu; L'équipe Rivet continue; Doudot en
Afrique du Nord; **Londres - Paris - Luxem-
bourg. — Annexes :** Structures et métho-
des des services secrets français et alle-
mands; Organigramme des Services spé-
ciaux français après la Deuxième Guerre
Mondiale; Politique d'indépendance et
conversations militaires franco-belges;
Considérations sur la neutralité belge;
Conséquences du faux d'Utrecht; Espions
condamnés par des tribunaux militaires
français; Questionnaires de l'Abwehr: Ty-
pe de questions posées, fin mars 1940, aux
agents de l'Abwehr en Belgique et en
France; **Témoignage d'Eugène Ost concer-
nant Auguste Clément; Mesures législati-
ves prises au Grand-Duché contre l'es-
pionnage;** Bibliographie; Index des per-
sonnes citées.

Réservez dès à présent votre exemplaire
en versant la somme de frs. 340.- au CCP
de Henri Koch-Kent, Luxembourg, no
48847 (frais de port et d'emballage com-
pris). Disponibles également, à frs. 70.-
chacune, les brochures suivantes: «Hitler-
tum in Luxemburg», «Luxemburger im SD-
Spiegel», «Luxemburger als Freiwild» ain-
si que «Sie boten Trotz» (frs 600.-).

A V I S

Hu Dir äre Ruban en argent verluer, hätt
Dir en gären ersaat, dann wenn d'lech un
ären lokalen Sektionscomité fir en ersaat
ze kréien.

Den einfachen Insigne «VNEF» krit Dir
fir 20.— Fr.



Tirage 8 000

Aus dem Inhalt

Peut-on nous en vouloir si nous
devenons mauvais?

Le colonel Remy réapparaît sur
le petit écran

Voeux de Nouvel An

30. Jahrestag der Heimkehr
unserer Tambower

Le Livre «Doudot»

Fédération des Victimes du Na-
zisme Enrôlés de Force, As-
sociation sans but lucratif.

Siège: Luxembourg, 9, rue du
Fort-Elisabeth. — Boîte postale
2415 Luxembourg-Gare
CCP 313-29

Rédaction du bulletin mensuel
«Les Sacrifiés», Luxembourg,
9, rue du Fort-Elisabeth, Boîte
postale 2415 — Luxembourg-
Gare

Service social aux Enrôlés de
Force, 9, rue du Fort-Elisabeth
Luxembourg-Gare.

Tél.: 48 32 32

Fonds d'Action CCP 210-49
La Fédération représente :

l'Association des Parents des
Déportés Militaires Luxem-
bourgeois, Secrétariat: 21, rue
du Fossé, Luxembourg C.C.P.

59-02 • la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945. Résidence Jean-Charles - 5,
rue du Cimetière Luxembourg-Bonnevoie - Tél.: 48 97 76 - ccp 286 33 • l'Amicale des Anciens de Tambow,
Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare, C.C.P. 240-07 • l'Association des Enrôlés de Force Victimes
du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth, Boîte postale 2415 — Luxembourg-Gare, C.C.P.
313-24 Imprimerie Hermann, Luxembourg.

Peut-on nous en vouloir si nous devenons mauvais ?

Nous avons emprunté ce titre au numéro 96 du bulletin de
liaison de nos camarades alsaciens organisés dans l'A.D.E.I.F.
(association des évadés et incorporés de force). Chez eux,
rien ne va non plus. Comme nous, eux aussi sont très fâchés,
parce que l'Etat français les néglige, s'oppose à leurs justes
revendications, laisse traîner les choses... à tel point que les
incorporés de force alsaciens s'exclament: «Est-il exagéré, dans
pareilles circonstances, de dire que l'on nous prend pour des
imbéciles?!» — — — pour en venir aux conclusions suivantes :

«Que cela plaise ou non, nous en avons assez d'attendre.
Nous en avons assez d'être traités d'imposteurs, de rous-
péteurs, dès que nous exprimons notre opinion, notre mé-
contentement justifié, à un moment où le Président de la
République Valéry Giscard d'Estaing accorde un entretien
à Gérard Nicoud, le leader du CID-UNATI dont les mem-
bres ont plastiqué les Perceptions!!!

Faut-il que nous choisissons également la violence pour
obtenir une audience?!!

Ce serait vraiment le comble du scandale!!!»

A vrai dire, le ton monte chez nos camarades alsaciens.

«Y'en a ras l'bol». Tandis que l'Etat flâne dans l'inertie et alors
que le règlement des problèmes est renvoyé «aux calandes»,
d'autres groupements «cousins» sèment la zizanie. D'un côté
l'Etat français refuse certaines indemnités accordées à
d'autres catégories, tandis que de l'autre il paie par contre des
millions, et sans sourciller, pour éviter des prises d'otages.

Et les responsables de l'ADEF se demandent, s'il ne de-
vaient pas faire appel à l'Idi Amine Dada pour qu'on se penche
sur leurs problèmes.

Eh bien! En voilà des propos véhéments et acerbes. On
l'aura voulu — — —

Et chez nous, au Luxembourg? Est-ce tellement différent? Ne prend-on nous, les victimes du nazisme enrôlées de force, pas pour des imbéciles? Regardons donc un peu plus près notre propre situation.

Depuis plus d'un an déjà nous nous heurtons au refus catégorique des princes qui nous gouvernent. A nos justes revendications ils font l'oreille sourde ou opposent un non-recevoir. Plus de dialogue, rien — — — .

Il y a tout lieu de croire que l'attitude et le mauvais exemple du Gouvernement conduisent d'autres à piétiner sur les enrôlés de force. Et ce encore sur les moins fortunés d'entre nous, c'est-à-dire, sur les malades et les invalides.

Récemment le LAV a tenu un congrès social. Au cours de celui-ci il fut dit qu'une «matérialisation des mérites des enrôlés de force n'a aucun ressort avec l'assurance-rente légale».

Quelle infâme insinuation! «Matérialisation des mérites des enrôlés de force.» Etre malade et invalide à cause de traitements inhumains auxquels les sbires allemands soumettaient les jeunes Luxembourgeois durant des années de la 2e guerre mondiale, équivaut, pour ces messieurs, à des mérites. C'est insensé!

Voilà un nouveau son de cloche. On aura tout vu.

Apparemment, les enrôlés de force, et plus encore les souffrants sont des hors la loi, des proscrits que tout le monde peut discriminer, discréditer et diffamer à volonté. Il s'ouvre là une nouvelle page de l'histoire terrible d'une génération maudite.

Et pourtant, tout cela ne nous étonne pas outre mesure, puisque le Gouvernement refuse l'élimination pure et simple d'une ignominieuse discrimination des victimes du nazisme, enrôlées de force, qui fut inscrite par le législateur de 1950 dans la loi sur les dommages de guerre. Et la série continue

Après l'affaire du colonel Ordioni, datant de 1970, c'est le colonel Rémy (toujours ces colonels!) qui a fait planer une nouvelle fois et publiquement le doute sur l'attitude patriotique des Enrôlés de Force luxembourgeois. Effectivement, ce Monsieur a déclaré, le 7 novembre dernier, sur l'antenne de RTL: «Les Allemands, dès lors, n'ont plus jamais osé revenir sur la conscription militaire obligatoire en tant qu'obligation générale. Ils l'ont pratiquée à titre individuel».

De toute évidence a-t-il pris ses renseignements auprès de groupements «cousins», où l'on se plaît à raconter de petites histoires mythiques.

Puisque l'Histoire du Luxembourg, fixant irréfutablement les événements de la 2e guerre mondiale qui le concerne, n'est toujours pas écrite, et vu que nos gouvernants laissent délibérément l'initiative à des étrangers, ces choses là sont inévitables. Les archives de

JAEGER of LONDON
la qualité anglaise
LES TRICOTS ST. JOSEPH, FRANCE
l'élégance française
deux grandes marques que vous trouverez en
EXCLUSIVITE pour Luxembourg à la
BOUTIQUE DORCE Tél.: 47 01 40 02
COIN GRAND-RUE - Bd. ROYAL LUXEMBOURG 12

l'Etat restent fermés et scellés. Tout le monde glâne par ci par là, recueille des renseignements pêle-mêle aux quatre vents. Et bizarrement encore, ceux qui voudraient bien s'occuper pour écrire notre Histoire nationale, ne sont pas pris aux sérieux.

Ne blâmons pas trop ceux qui répètent des contre-vérités. Les responsables se trouvaient, respectivement se trouvent assis sur de confortables sièges de ministres.

Le cas «Rémy» est de nature à susciter notre riposte. Le colonel prétend que les Luxembourgeois auraient été conscrits sur mesure individuelle prise par les Allemands. «Les Allemands ont été obligés à recourir à des mesures d'enrôlement individuel», disait-il initialement, pour ajouter plus tard «par force». Ce qui ne veut dire autre chose que les Luxembourgeois n'ont pas été enrôlés de force à la suite du décret du «Chef der Zivilverwaltung», datant du 30 août 1942, mais qu'ils sont allés plus ou moins volontairement servir à la «Wehrmacht».

Notre organisation a riposté immédiatement et énergiquement. Dans la suite on pourra suivre l'affaire en cours.

En fin de compte, il est assez facile à comprendre, pourquoi nous devenons mauvais.

*

A la suite de la lettre que nous avons adressée aux Messageries Paul Kraus à Luxembourg, qui distribuent les fascicules intitulés «Une Epopée de la Résistance», les Editions ERASME de Bruxelles nous ont adressé la réponse suivante :

Bruxelles, le 17 novembre 1975

Messieurs,

Les Messageries Paul KRAUS de Luxembourg nous ont transmis votre lettre du 10 novembre qui a retenu toute notre attention.

Nous prenons contact avec la rédaction centrale à Paris afin de lui faire part de vos critiques et objections.

La rédaction ne manquera pas de se mettre en rapport avec vous.

Nous vous présentons, Messieurs, nos salutations distinguées.

F. LEONARD
Directeur Commercial

*

Monsieur Gust GRAAS
Directeur Général
Radio-Télé-Luxembourg
Villa Louvigny - Luxembourg

Luxembourg, le 15 novembre 1975

Monsieur le Directeur Général,

Au cours de l'émission du 7 novembre dernier, le colonel Rémy a fait des déclarations contraires à la vérité historique, en même temps que diffamatoires pour le Grand-Duché. Inutile de dire que les déclarations en question risquent de discréditer notre pays auprès des habitués étrangers de Télé-Luxembourg.

D'après le colonel Rémy, la «grève générale» qui a suivi le décret de mobilisation des Luxembourgeois du 30 août 1942 aurait eu comme effet «que les Allemands n'ont plus jamais osé revenir sur la conscription militaire obligatoire». Par conséquent, nos compatriotes n'auraient pas été recrutés en vertu d'une «obligation générale», mais «à titre individuel». En langage clair, cela signifie que les «enrôlés de force» luxembourgeois sont à considérer comme des engagés volontaires de l'armée allemande.

Il appartient à la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de force, de relever cette monstrueuse calomnie, soit devant les juges du tribunal compétent, soit devant l'objectif de Télé-Luxembourg. Cette dernière éventualité aurait notre préférence. Dans ces conditions, nous vous serions reconnaissants, si vous vouliez bien nous donner l'occasion de rectifier, dans le programme télévisé de M. Jacques Navadic, les affirmations erronées du colonel Rémy.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre considération distinguée.

Le Président,
Jos. Weirich

*

S. E. Monsieur Robert LUC
Ambassadeur de France
21, rue Notre-Dame
Luxembourg

Luxembourg, le 15 novembre 1975

Excellence,

A l'occasion de la parution, aux Editions Erasme, de l'ouvrage «Une Epopée de la Résistance», vous avez offert, le 7 novembre, une réception en l'honneur du Colonel Rémy. Vous savez que ses déclarations, au cours d'une émission télévisée, ont fait scandale. A titre d'information, ci-inclus la copie d'une lettre adressée par notre fédération à la Direction de Radio-Télé-Luxembourg.

D'autre part, dans le premier fascicule de la série «Une Epopée de la Résistance», nous avons remarqué un texte de la plus haute fantaisie, extrait d'un livre du Colonel Rémy sur «La ligne de démarcation» paru il y a des années. Il s'agit de l'affirmation que Me Fernand Loesch, président du «Conseil National de la Résistance», aurait servi de «Passeur» à S. A. R. la Grande-Duchesse Charlotte, le 10 mai 1940, à la frontière franco-luxembourgeoise, près de Rodange.

Scus le titre «Vantardise ou inconscience», cette mystification fut réduite à l'absurde dans les colonnes de notre bulletin mensuel «Les Sacrifiés» du mois de novembre 1972, par des témoignages irréfutables. Nous vous transmettons en annexe, l'article qui mit fin à une légende répandue par le Colonel Rémy. Il n'y eut aucun démenti, ni de Me Loesch, ni du «Conseil National de la Résistance», ni de S. A. R. la Grande-Duchesse d'ici-bas. Nous regrettons qu'une publication française, qui a bénéficié du prestige de votre haute charge, continue à colporter des affabulations contraires à la vérité historique.

Puisque la réception du 7 novembre fut placée sous l'égide de la Résistance, nous avons été surpris de constater que la fédération des victimes du nazisme, enrôlées de force, n'a pas figurée parmi vos hôtes. Au cas où la liste des invités aurait été dressée par M. Aloyse Raths, «Commissaire à la Résistance», apparemment chargé des intérêts du Colonel Rémy à Luxembourg, nous osons espérer que notre élimination n'est que la conséquence d'un oubli et ne doit pas être considérée comme une mesure discriminatoire.

Navrés d'avoir été obligés de relever, par la présente lettre, des faits pénibles, nous vous prions d'agréer, Excellence, les assurances de notre très haute considération.

Le Président,
Jos. Weirich

P. S. : Il est inutile de rappeler que 3.500 enrôlés de force figuraient sur les listes de la police allemande comme réfractaires ou déserteurs. Nombreux furent ceux qui réussirent à rejoindre les maquis belges et français.

*

Monsieur Joseph WEYRICH
Président de la Fédération des Victimes
du Nazisme enrôlées de Force
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg

Luxembourg, le 21 novembre 1975

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre lettre du 15 novembre 1975. Vous comprendrez sans doute à la réflexion que comme Ambassadeur il est de mon devoir de me tenir à l'écart de toute polémique interne au Luxembourg.

Je transmets donc votre lettre au Colonel Rémy afin qu'il soit informé de votre manière de voir.

Quant aux épreuves qu'ont subies pendant la dernière guerre les enrôlés de force et le courage avec lequel tant d'eux ont su se dresser à la fois contre la Wehrmacht et contre le Nazisme, un Ambassadeur de France ne peut manquer d'en être conscient, car trop nombreux sont ceux de ses propres compatriotes qui ont vécu la même tragédie.

Veillez croire, Monsieur le Président, aux assurances de ma considération très distinguée.

Robert LUC
Ambassadeur de France

*

Monsieur Gaston THORN
Ministre d'Etat
Président du Gouvernement
5, rue Notre-Dame
Luxembourg

Monsieur le Ministre d'Etat,

Récemment les Enrôlés de Force sont une nouvelle fois devenus les victimes d'une affirmation calomnieuse. En effet, le colonel Rémy a fait des déclarations contraires à la vérité historique, en même temps que diffamatoires pour le Grand-Duché. Inutile de dire que les déclarations en question sont de nature à discrediter notre pays à l'étranger.

D'après le colonel Rémy, la «grève générale» qui a suivi le décret de mobilisation des Luxembourgeois du 30 août 1942 aurait eu comme effet «que les Allemands n'ont plus jamais osé revenir sur la conscription militaire obligatoire». Par conséquent, nos compatriotes n'auraient pas été recrutés en vertu d'une «obligation générale», mais «à titre individuel». En langage clair, cela signifie que les «enrôlés de force» luxembourgeois sont à considérer comme des engagés volontaires de l'armée allemande.

Le Colonel Rémy réapparaît sur le petit écran.

17 novembre 1975 — RTL — Télé-journal — vers 19.50 heures.

Jacques Navadic. — Si le colonel Rémy a présenté récemment un ouvrage «Epopée de la Résistance au Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique», c'était plus à rendre un hommage particulier à la Résistance luxembourgeoise. Cependant, après avoir évoqué la grève générale de 1942 qu'il eut ajouté ceci que je me permets de lire, parce que cela est important:

«Les Allemands, dès lors, n'ont plus jamais osé revenir sur la conscription militaire obligatoire en tant qu'obligation générale. Ils l'ont pratiquée à titre individuel.»

Et cette déclaration n'a satisfait ni les enrôlés de force luxembourgeois, ni le Conseil National de la Résistance. Le colonel Rémy prié, par nos soins, de préciser sa pensée, l'a fait avec son affabilité coutumière.

Le colonel Rémy. — Le Luxembourg nous a donné un exemple magnifique et unique parmi tous les territoires occupés. Une grève générale de 24 heures s'est déclenchée, s'étendant jusqu'aux écoles, à la suite de l'ordre de conscription obligatoire lancé par le Gauleiter Gustav Simon. La répression a été terrible. Mais la démonstration populaire s'est montrée d'une force telle, que jamais les Nazis n'ont osé revenir à l'annonce de cette conscription obligatoire générale qui eut entraîné des assidus de mobilisation, de la présentation aux autorités de la Wehrmacht et de l'incorporation en masse dans ses rangs. Les Nazis ont été obligés à recourir à des mesures d'enrôlement individuel par force. Et là un cas de conscience terrible

Qu'il s'agisse en l'occurrence d'affirmations basées sur des sources incertaines ou qu'il y ait simplement fausse interprétation d'événements historiques, le résultat est, de toute façon, écoeurant.

La loi du 25 février 1950 sur les dommages de guerre donne lieu, elle aussi, à une interprétation pouvant mettre en doute l'attitude patriotique des enrôlés de force. Aucun argument avancé, après coup, pour dissiper nos scrupules, n'empêchera l'historien futur de constater, à travers les textes de ladite loi, que le législateur luxembourgeois a fait une nette distinction entre les personnes enrôlées de force et toutes les autres lésées par suite d'une sanction prise par l'ennemi.

Pour combler une lacune dans notre législation, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de bien vouloir faire légiférer sur la proposition de loi attribuant aux enrôlés de force l'option rétroactive pour l'indemnisation prévue aux articles 39 à 42 inclusivement de la loi du 25. 2. 1950.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, l'expression de notre haute considération.

Le Président,
Jos. Weirich

s'est posé aux jeunes recrues, si je puis employer ce terme.

Exactement la même chose, d'ailleurs, en Alsace et en Lorraine. Si je prends la fuite, mon père, ma mère, mon frère, mes soeurs, si j'en ai, seraient arrêtés et déportés en Allemagne. Je puis m'imaginer ce que cela représentait pour un garçon d'une vingtaine d'années. Beaucoup ont été obligés de revêtir cet uniforme qu'ils détestaient, afin de ne pas condamner les leurs à l'emprisonnement, à la déportation et à tout ce qui s'en suivait.

Chez nous on les appelle les «Malgrés-Nous», les Alsaciens et les Lorrains qui ont servi dans de telles conditions. Je n'ai cessé de dire que j'avais pour eux le plus grand respect. Car cela exigeait un sacrifice qui est presque inimaginable: combattre dans les rangs de quelqu'un qu'on déteste.

Le Luxembourg reste un exemple non pas seulement pour moi, parce que je suis un peu de son sang, mais reste un exemple de ce qu'un petit pays très faible peut accomplir en face d'un ennemi d'une puissance extraordinaire. Si je voulais résumer d'un mot mon impression sur ce qui fut fait là-bas par la résistance intérieure, par la résistance dans les camps de déportation, par la résistance dans les rangs de la Wehrmacht, je dirais: C'était le combat de David contre Goliath.

Jacques Navadic. — Eh bien, nous espérons que ces précisions données ce soir sur le journal de Télé-Luxembourg par le colonel Rémy satisferont les Enrôlés de Force luxembourgeois comme le Conseil National de la Résistance. (Fin de citation)

*

Remarque

Il ne s'agissait nullement de nous donner satisfaction, et encore une satisfaction quelconque. Dans ce cas, nous n'en demandons pas.

Ce qui nous envenime, qui nous rend mauvais, c'est l'entorse faite à l'Histoire. Et ces «précisions données» par le colonel Rémy, ne remettent pas les choses dans l'ordre.

Il est certain, et que l'on se rende à l'évidence, si les Allemands n'avaient «plus jamais osé revenir sur l'annonce de la conscription militaire obligatoire en tant qu'obligation générale», il n'y aurait eu qu'une poignée de traîtres au Grand-Duché, comme il en a eu, d'ailleurs, dans tous les pays occupés par les Nazis, mais pas la masse des enrôlés de force. Nous ne connaîtrions surtout pas les énormes problèmes qui nous préoccupent encore, 30 ans et plus après les événements.

Mademoiselle Lya MAIER
Fondé de Pouvoir
Messageries Paul Kraus
Luxembourg
Boîte postale 2022

Luxembourg, le 27 novembre 1975

Mademoiselle,

Dans le premier fascicule de la série «Une épopée de la Résistance», publié le 11 novembre, le colonel Rémy attribue à Me Fernand Loesch un rôle qu'il n'a pas joué. Vous savez que les mêmes affabulations ont déjà paru en juillet 1972, sous le titre «Le passeur de la Grande-Duchesse» dans le livre «Histoires de Lorraine et du Grand-Duché de Luxembourg», signé Rémy. Vous savez aussi que le bulletin «Les Sacrifiés» (novembre 1972) a mis fin à la légende Loesch en révélant les noms de ceux qui ont aidé, le 10 mai 1940, S.A.R. la Grande-Duchesse Charlotte à franchir, près de Rodange, la frontière franco-luxembourgeoise.

Toujours dans le même ouvrage du colonel Rémy, il y a lieu de signaler une déclaration de Madame Cristave Jacquemart au sujet du départ, à l'aube du 10 mai, de trois aviateurs français internés à Luxembourg. Rémy consigne les propos de Madame Jacquemart comme suit:

«Nous avons su (mon mari et moi) que M. Bech, qui était à l'époque ministre des Affaires étrangères, avait pensé à eux au moment de partir. Il était entré dans une maison qui se trouvait sur son chemin pour donner l'ordre à la caserne de mettre une voiture à leur disposition pour les conduire immédiatement à la frontière. Nos trois garçons, qui savaient que leurs femmes étaient à l'hôtel, sont passés les prendre, et tous sont arrivés à Longwy avant que les Allemands ne soient à la frontière. Nous

avons trouvé que c'était très bien de la part de M. Bech de s'être souvenu d'eux alors qu'il était déjà en route, et qu'il avait sûrement beaucoup de soucis en tête.»

Vérification faite auprès de nombreux témoins, rien ne prouve que les aviateurs — de très jeunes gens — étaient mariés.

Quant à la voiture qui s'est présentée à la caserne, vers 4.30 heures, il s'agissait de celle de M. Eugène Simon, à qui le lieutenant Brault, des services spéciaux de l'armée française, avait demandé de faire partir les aviateurs internés. Ceux-ci furent libérés par le major Speller, sans qu'il y ait eu une quelconque intervention de M. Bech. Peu après leur départ de la caserne, les aviateurs ont été transférés dans une voiture qui appartenait au banquier Alfred Lévy et pilotée par le lieutenant Camille Scheider, aujourd'hui colonel, également des services secrets français.

D'après M. Simon, il n'était jamais question d'embarquer des épouses hypothétiques qui se seraient trouvées «à l'hôtel».

Comme les Allemands avaient déjà bloqué la route de Longwy, les fuyitifs bifurquèrent vers Clémency, où les Chasseurs Ardennais avaient rendu impraticable la route frontalière. Abandonnant leur voiture, les quatre Français réussirent à se procurer des bicyclettes. C'est ainsi qu'ils arrivèrent finalement à Longwy.

Nous sommes curieux de savoir laquelle des deux versions sera publiée, le cas échéant, dans un prochain numéro de «L'épopée de la Résistance» rédigé par le colonel Rémy.

Veuillez agréer, Mademoiselle, avec nos respects, l'expression de notre considération distinguée.

Le Président National,
Jos. Weirich

Voeux de Nouvel An

LE COMITE FEDERAL SOUHAITE
A TOUTES ET A TOUS UNE
BONNE ET HEUREUSE ANNEE!

M. Weirich Jos., Dudelange
Mme Nurenberg Mady, Niedercorn
M. Scholer Mathias, Lamadelaine
M. Welter Raymond, Esch-Alzette
M. Hames Jean, Gonderange
M. Bolmer Jean-Pierre, Nospelt
M. Noel-Stoffel Emile, Pétange
M. Jungbluth Norbert, Bèrelange
M. Olsem Emile, Kayl
M. Jacob Bernard, Niedercorn

Mme Steffen-Schmit Marg., Esch-Alz.
M. Coner Julien, Hesperange
M. Baddé Charles, Hesperange
M. Frasch René, Luxembourg
M. Hamilius Jean-Pierre, Esch-Alzette
M. Adam Bert, Esch-Alzette
M. Hammer Corneille, Esch-Alzette
M. Steichen Ernest, Luxembourg
Me Jean Gremling, avocat-avoué,
député, Luxembourg
M. & Mme J. P. Moes-Stein, Alzing
M. Hubert Dupong, Luxembourg
Nic Weber & Fils, entrepreneurs,
Marnach
M. Biwer Edouard et Mlle Biwer Maria,
Luxembourg

M. Oster Raymond, Differdange
M. Glesener Léon, ingénieur E.P.F.,
Luxembourg
Dr. Schroeder René, médecin-dentiste,
Luxembourg
Amicale des Mutilés de Guerre Luxembourg-
bourgeois, Hospitalisés des Hôpi-
taux Militaires Américains en Fran-
ce en 1945
Les Mutilés Sportifs Luxembourg-
Centre (Muspolux)
M. Mayéris Jean, Wolwérange
M. Faber Richard, Wasserbillig
M. Schwachtgen C., Weimerskirch
Mme Claudy Wagner-Maas, Luxembg.
M. & Mme Camille Koppes-Wirth, Wiltz

- | | | |
|--|---|---|
| M. & Mme Jos. Schuler-Schmit, Pétange | M. Thielen Antoine, Pétange | Diekirch |
| M. Weber Albert, maréchal des logis-chef, Howald | Mlle Ries Germaine, Pétange | M. & Mme Ernest Ernzen-Muller, Diekirch |
| M. Kohner Michel, Pétange | M. & Mme Jos. Ronkar, Pétange | M. & Mme Georges Heynen-Krier, Diekirch |
| M. Weirich Théophile, curé, Rumelange | M. & Mme Keiser Léon, Pétange | M. & Mme Max Paulus-Pigeon, Diekirch |
| M. Muller Arnold, Steinfort | M. & Mme Frisch Edmond, Pétange | M. & Mme Gaston Junck-Bousson, Diekirch |
| M. Lordong Henri, Esch-Alzette | M. & Mme Pletgen Math., Pétange | M. & Mme Pierre Lorang-Poncelet, Diekirch |
| M. Thein Jean, Ettelbruck | M. Reiter Henri, Pétange | M. & Mme Pierre Halsdorf, Helmsange |
| Dr. Majerus Nicolas, médecin-cardiologue, Esch-Alzette | M. & Mme Schlim Edm., Pétange | M. & Mme Michel Schmitz, Helmsange |
| M. Altmann J. P., Bereldange | Section Walferdange | M. & Mme Norbert Colling, Helmsange |
| M. Colling Albert, Bettembourg | M. & Mme Pierre Halsdorf, Helmsange | M. & Mme Norbert Jungbluth, Bérelange |
| M. Braun Roger, Differdange | M. & Mme Michel Schmitz, Helmsange | M. & Mme Pierre Faltz, Helmsange |
| M. Hardt-Risch, facteur des Postes, Echternach | M. & Mme Norbert Colling, Helmsange | M. & Mme Léon Brisbois, Bérelange |
| M. Thillges Nic., Goebange | M. & Mme Norbert Jungbluth, Bérelange | M. Pierre Lorang, Helmsange |
| M. Mergen Robert, Luxembourg | M. & Mme Pierre Faltz, Helmsange | M. & Mme Pierre Wolff, Helmsange |
| M. Joseph Grunig-Aubart, Troisvierges | M. & Mme Léon Brisbois, Bérelange | M. & Mme Lucien Zuang, Helmsange |
| M. & Mme Büchler-Thorn, Bettendorf | M. Pierre Lorang, Helmsange | M. & Mme Max Dockendorf-Atten, Diekirch |
| M. & Mme Paul Steffen, Dippach | M. & Mme Pierre Wolff, Helmsange | M. & Mme Fernand Baus-Grevig, Diekirch |
| M. Hengesch Norbert, Wilwerwiltz | M. & Mme Lucien Zuang, Helmsange | M. & Mme Marcel Boettel-Lentz, Diekirch |
| M. & Mme Gaston Schmit-Kolbert, Bonnevoie | M. & Mme Max Dockendorf-Atten, Diekirch | M. & Mme Léon Schuler-Liesmann, Diekirch |
| M. Reiland P., Buschrodt | M. & Mme Fernand Baus-Grevig, Diekirch | M. & Mme Nicolas Hamen-Lux, Diekirch |
| M. Back J. P., Oetrange | M. & Mme Marcel Boettel-Lentz, Diekirch | M. & Mme Bob Linster-Schmartz, Diekirch |
| M. Adamy-Brück, Diekirch | M. & Mme Léon Schuler-Liesmann, Diekirch | M. & Mme François Infalt-Pündel, Diekirch |
| M. & Mme Edmond Schlim-Klein, Pétange | M. & Mme Penny René, Alzingen | Amicale «Ons Jongen», Diekirch |
| M. & Mme Emile Noel-Stoffel, Pétange | M. & Mme Thinnés Joseph, Howald | M. & Mme Marcel Wolter-Kuffen, Diekirch |
| M. J. C. Liesch, Cessange | M. & Mme Nestgen Robert, Itzig | M. & Mme Nic. Büchel-Reckinger, Diekirch |
| Dr. P. D. Bausch, médecin, Eich | M. & Mme Kieffer Lucien, Itzig | M. & Mme Jos. Hirsch-Tibor, Diekirch |
| M. & Mme P. Rausch-Schenten, Kirchberg | M. & Mme Ury Willy, Hesperange | M. & Mme Norbert Daman, Diekirch |
| De Comité vun der Sektion Scheffleng | M. & Mme Baddé Charles, Hesperange | M. & Mme Misch Dahm-Bergh, Diekirch |
| M. Kummer Jos, Canach | M. & Mme Braun Nicolas, Hesperange | M. & Mme Ed. Neven-Wahl, Diekirch |
| M. Brück René, Lenningen | M. & Mme Scheer Mathias, Hesperange | M. & Mme Jos. Elcheroth-Weis, Diekirch |
| M. Thill François, Colmar-Berg | M. & Mme Printz Jean, Hesperange | |
| M. Thill Jim, Colmar-Berg | M. Printz Joseph, Hesperange | |
| M. Arendt Jos, Colmar-Berg | M. & Mme Hoesdorf Nicolas, Hesperange | |
| M. & Mme Arthur Arendt, Grosbous | M. & Mme Scheer Joseph, Hesperange | |
| M. & Mme Roger Schaul, Grosbous | M. Schaack Roger, Hesperange | |
| M. & Mme Pierre Schuster, Grosbous | M. le curé Schneider François, Hesperange | |
| M. & Mme Fr. Arendt, Pétange | M. Kremer Léon, Hesperange | |
| | M. & Mme Pütz Albert, Hesperange | |
| | M. & Mme Bertgen Jean, Fentange | |
| | M. & Mme Jomé Paul, Hesperange | |
| | M. & Mme Jander Marcel, Itzig | |
| | Imprimerie Moris & Cie, Luxembourg | |
| | M. Joseph Dieudonné, Bullange (Belgique) | |

D'SPUERKEESS

wënscht lech heimadden allegueren

e glécklecht neit Joer

... a seet lech Merci fir dat Vertrauen wat der hir am Joer 1975 an all ären Geldoperatiounen, bewisen hutt.

Si hofft dat der och am neie Joer mat allen Servicer vun der Spuerkeess gudd an zefriedpen schaffe kënt a wënscht lech duerfir nach eng Kéier ...

VILL CHANCE FIR 1976!



30. Jahrestag der Heimkehr unserer Tambower



Am vergangenen 8. November begingen die Tambower in aller Feierlichkeit den 30. Jahrestag ihrer Rückkehr nach Luxemburg. Der Gedenktag begann mit einem Gottesdienst, welcher in der Herz-Jesu-Kirche in Luxemburg-Bahnhof für alle toten, vermißten und lebenden Tambower gehalten wurde. Abbé Marcel Ripp, ein Tambower, assistiert von Dechant Heinisch und Pater Neises, zelebrierte das Hochamt. Der Messe wohnten neben zahlreichen Tambowern und vielen Familienangehörigen, ebenfalls Hofmarschall Guy de Muysen bei, sowie Paul Simonis, Präsident der Elternvereinigung, Jos. Weirich und J. Hames vom Föderationsvorstande und eine Delegation mit Fahne der hauptstädtischen Sektion der Zwangsrekrutierten, die letztere von René Frascht, Präsident, angeführt wurde.

Verschönert wurde die kirchliche Feier durch das Streichquartett unserer Militärmusik, bestehend aus den Herren Mathias Gieres, Johnny Duschinger, Jean Genson und Bernard Hirtz. Es sang der Chor der Tambower mehrstimmige Einlagen, unter anderem das ergreifende Lied «Un Ons Jongen», welches Herr René Schmit unlängst komponiert hat. Uraufgeführt wurde es gelegentlich der Einweihung der beiden «Monuments aux Morts» in Trintingen und in Waldbredimus. Publiziert war es in «Les Sacrifiés» vom Monat November.

Kamerad Abbé Ripp's Predigt war eher eine Meditation, auf den Gedenktag zugeschnitten. Es war aber auch Erforschung der Vergangenheit, Besinnung auf die Gegenwart, Dank sowie Appell für die Zukunft. Seine Worte gingen allen tief zu Herzen. Bei der Wandlung erklang die «Sonnerie aux Morts», interpretiert, wie selten, von Johnny Schmidt. Am Schluß des Gottesdienstes wurde die Nationalhymne gesungen. Auch sie klang durch den sakralen Raum, wie lange nicht gehabt. Hofmarschall Guy de Muysen

sagte nachträglich: «O mei! Esou gouw eis 'Uëlzecht' schons laang net méi gesongen!»

Diesen Eindruck hatten wir auch. Verwunderlich ist das keineswegs, handelt es sich doch um eine Gruppe Menschen, die einst bereit waren, ihr Leben zu geben für das in der «Uëlzecht» besungene Land. Für Luxemburg haben sie, neben vielen Tausend anderen jungen Luxemburgern, gelitten, haben geblutet und zahlreich sind die, die ihr Leben hingaben und es auch noch nachträglich an den Folgen des Durchstandenen lassen mußten. Es hat aber auch den Anschein, als sei dies die letzte Luxemburger Generation, die sich auf solche Art und Weise einsetzte für Luxemburgs Eigenständigkeit, wie sein Bestehen überhaupt. Nicht nur daß unseres Landes Fortbestand sehr gefährdet ist, was die zahlenmäßig zu geringe Nachkommenschaft anbelangt, sondern die kleinen Bürger haben nicht geringe Schwierigkeiten, unsere Nationale Hymne zu singen.

Nach der religiösen Feier bildete sich ein imposanter Festzug, welcher sich in Richtung «Plateau du St-Esprit» in Bewegung setzte. Vor auf die Fahnen der Tambower und der hauptstädtischen Sektion der Enrôlés.

Auf dem «Kanounenhiwel» vor dem «Monument National» fand eine schlichte, aber darum umso erhebendere Gedenkfeier statt. Umgeben von Jules Steffen und Raymond Welter, legte Metty Scholer einen prächtigen Kranz vor der ewigen Flamme nieder. In Gedanken versunken und Zwiesprache mit den toten Kameraden haltend, machten alle Teilnehmer einen Rundgang durch's Denkmal und trugen sich in's Goldene Buch der «Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlés de Force» ein.

Um 13 Uhr vereinigte ein Festbankett die Tambower, ihre Familienangehörigen und ihre Ehrengäst im Restaurant «Pôle Nord».



Gedenkfeier um Kanounenhiwel

Generalversammlung

Anschließend fand die ordentliche Generalversammlung statt. Zum Bersten voll war der große Saal, als Metty Scholer das Wort zur Er-



President Metty Scholer
bei senger Usprooch.

öffnungsansprache ergriff. Einleitend bedankte sich der Präsident für die überaus gute Bewirtung. Und das schon mehrere Jahre hintereinander. Erfreut zeigte er sich aber auch über die zahlreichen Teilnehmer an der Tagung. Er sähe so manchen Kameraden, der sich bislang den Zusammenkünften der Tambower ferngehalten habe, sagte der Redner, und ersuchte alle, für's nächste Mal die restlichen Schicksalsgefährten zu bewegen, mit zum Tag der Tambower zu kommen. Er ist sich aber auch bewußt, daß es nicht jedem möglich ist, Jahr für Jahr dabei zu sein. So würden z. B. die einen vorgeben ihre Frau zu lieben, ließen sie eben deswegen zu Hause. Andere wiederum dürften ohne ihre Frau nicht vor die Haustür. Ihm, Metty Scholer, ergehe es gleich diesen letzteren. Mit diesen humoristischen Ausführungen brachte der Präsident eine etwas heitere Note in den mit Spannung geladenen Saal.

Doch schon gleich nachdem er die Anwesenden begrüßt hatte, darunter besonders die Witwen verschiedener verstorbenen Kameraden, war es wieder der ernste Ton, der vorherrschte. In einer stillen Gedenkminute wurde aller gedacht, die man in Rußland zurücklassen mußte und die, in der Zeit nach der Rückkehr, frühzeitig gestorben sind. Die bereits lange Liste der Toten wuchs im vergangenen Jahr um sechs weitere. Das sind: Emile Hetges, René Kalbreier, Léon Mores, Léon Meyer, Reuter Nicolas und Jacques Vermeiren.



Réception au Palais Grand-Ducal

Am 7. November wurde eine Delegation der Tambower bei Hof empfangen. Bei dieser Gelegenheit wurde dem Grand-Duc eine speziell zum 30. Jahrestag der Rückkehr aus Rußland gegossene «Taak» überreicht. SKH Großherzog JEAN wurde freundlichst gebeten, ebenfalls eine solche «Taak» seiner Mutter, der Großherzogin CHARLOTTE zu übergeben, als Zeichen der Ehrebetung der Tambower, die in schwerer Zeit ihr Bild bei sich trugen. Für Sie sei von so vielen so Vieles riskiert worden. Sie sei allzeit Licht in dunkelster Zeit der Unfreiheit, in bitterster seelischer und materieller Not gewesen. Der Präsident übermittelte alsdann die besten Grüße IKH der ehemaligen Großherzogin CHARLOTTE und des Großherzogs JEAN.

Allenthalben würde es heißen, so ein offizieller Empfang sei eine «steife Sache», — sagte Metty Scholer. Das könne er, und mit ihm sämtliche Teilnehmer der Abordnung der Tambower keineswegs behaupten. Es habe vielmehr eine sehr gelockerte Atmosphäre vorgeherrscht und es habe ein sehr offenes und freies Gespräch stattgefunden. Eines hätte besser gemacht werden können, bedauerte der Präsident, und zwar hätte man die Vereinsfahne mitnehmen sollen, um sie dem Großherzog zu zeigen und zu erklären. Immerhin sei diese Fahne eine Besonderheit. Das Versäumte soll bei späterer Gelegenheit nachgeholt werden.

Alsdann hieß der Präsident folgende Gäste willkommen im Kreise der Tambower. Das sind: Herr Paul Simonis, sowie die Paten der Fahne, und die Vertreter der Föderation. Er erklärte die «Taak», die von Jos. Zeimet entworfen und in den «Fonderies de Mersch» gegossen wurde, und überreichte dann Exemplare davon an die Gäste. Nachdem der Präsident allen gedankt hatte, die mithalfen am Gelingen dieses Feiertages, sowie ebenfalls der Presse und dem Radio, schloß er seine Begrüßungsansprache mit einem Hinweis auf den weiteren Verlauf der Versammlung, und gab das Wort an Raymond Welter, der den Kassenbericht vortrug.

Aus seinen Ausführungen ging eindeutig hervor, daß die Finanzlage der «Amicale» sehr gesund ist. Eine gute Buchführung bescheinigten die Kassenrevisoren, die die Konten nachgeprüft und alle Unterlagen durchgesehen hatten.

Der Präsident dankt R. Welter für seine Arbeit. Er findet anerkennende Worte und lobt den Kassierer, der sich nicht nur dieser Arbeit mit Brio entledigt, sondern auch sonst immer mithilft, wo es Arbeit zu erledigen gibt. Weiter ist er immer und überall dabei, wenn es gilt die Vereinigung draußen im Lande zu vertreten. Aber auch im Föderationsvorstande, wo er die Tambower vertritt, entledigt er sich, zu aller Zufriedenheit, seines Mandates.

Weiter dankt der Präsident dann noch allen Mitgliedern des Vorstandes für ihre uneigennützige Arbeit im Dienste aller Tambower.

Als dann gab er das Wort an den Kameraden

Erny Schaus,

der über die frühzeitige Pensionierung sprach. Nachfolgend geben wir seine Ausführungen wieder.

Man könnte uns den Vorwurf machen, so Beginn der Redner, wir wären eine komische Generation. Einerseits möchten wir noch immer als «Jungen» betrachtet werden, andererseits würden wir nur noch über Ruhestand, Pensionen und Renten sprechen.

Es darf ruhig drauf hingewiesen werden, daß die Bezeichnung «ons Jungen» nicht von ungefähr geprägt wurde. Nicht wir Zwangsrekrutierte haben sie geprägt, sondern diejenigen, die sich in den schweren Kriegsjahren, und auch danach, mit denen enger oder weiter verbunden fühlten, die vom deutschen Okkupanten in deren Armee verschleppt worden waren.

Heute sind aus diesen «Jungen», die Schlimmes und Schlimmstes überstanden haben, Männer geworden. Zum gegebenen Zeitpunkt vereinigen sie auf ihrem Buckel eine ansehnliche Zahl von Jahren. Viele spüren das erst gerade jetzt und müssen feststellen, daß nicht nur eine Reihe Jahre vergangen sind, sondern daß die Spätfolgen des einst Durchstandenen und Erlittenen sich bemerkbar machen. Mit Schrecken müssen sie erkennen, daß sie nicht mehr die physischen und geistigen Kräfte besitzen um draußen im Berufsleben ihre Posten zu versehen, wie es von ihnen verlangt wird.

Der Redner möchte jedoch nicht verallgemeinern. Denn, Gott sei Dank, gibt es in den Reihen der Zwangsrekrutierte auch noch Schicksalsgefährten, die im vollen Besitz ihrer Kräfte sind. Sie sollen Gott danken für jeden Tag, den sie so erleben dürfen.

Für alle anderen, denen es gesundheitlich nicht so gut geht, wurde erreicht, daß, wenn es nicht mehr geht, sie ihre Pensionierung beantragen dürfen. Und das für manchen oft lange Zeit vor dem fälligen Pensionsalter, ohne sich dabei übermäßige Sorgen machen zu müssen über zu niedrige Pensionsbezüge. Sie können einigermmaßen passabel leben. Dabei ist nämlich zu bedenken, daß, wegen des armseligen Gesundheitszustandes, der Einzelne Kostenaufwände hat, die andere nicht haben und für die die Krankenkassen nicht aufkommen.

Der Redner möchte nicht auf die Einzelheiten des für die Zwangsrekrutierte wichtigen Gesetzes vom 26. März 1974 eingehen. Ein ausführlicher Bericht darüber war erst kürzlich im «Les Sacrifiés» abgedruckt gewesen. Es wurde damit einem jeden die Möglichkeit gegeben, sich zu unterrichten.

Es ist die Absicht des Vorstandes, die Mitglieder der Vereinigung über Verhaltensmaß-

regeln zu unterhalten, die zu beachten sind, wenn der Zeitpunkt gekommen ist, an dem es dem betroffenen Zwangsrekrutierte unmöglich wird, seiner normalen Berufsausübung nachzukommen. Es gibt keine allgemein gültige Regel für alle Fälle, die es in den verschiedenen Berufsparten geben kann. Einerseits haben wir es mit all zu verschiedenen Pensionsregimen und andererseits mit sehr unterschiedlichen Berufen zu tun. Dazu kommt auch noch die Tatsache, daß zahlreiche Kameraden im Laufe der Zeit nicht nur die Berufe wechselten, sondern damit auch bei verschiedenen Pensionskassen versichert gewesen sind.

Das Gesetz vom 26. März 1974 erlaubt es uns vor der vorgeschriebenen Altersgrenze sich pensionieren zu lassen, so wie jemand im Sinne der Vorschriften des Pensionsregimes, dem er angehört, krank oder invalide ist. Das heißt, wenn er außerstande ist, seine Arbeit zu verrichten. Alsdann wird ihm eine Pension oder eine Rente gezahlt, als hätte er bis zum 65. Lebensjahr gearbeitet.

Es läßt sich darüber diskutieren, ob diese Lösung die einzig richtige, die gute war und jeden zufrieden stellt. So ganz schlecht ist sie nicht. Aber es muß hervorgehoben werden, daß sie weit hinter dem blieb, was wir Zwangsrekrutierte uns vorgestellt und erhofft hatten. Man denke doch nur an die vielen Kameraden, die nicht wie andere seit langem, seit jungen Jahren einem Pensionsregime angehören.

Prinzipiell sollte man das Augenmerk auf folgendes richten: Wer sich krank oder invalide fühlt, wer nicht genau Bescheid über die Bestimmungen seines Pensionsregimes weiß, bei dem er versichert ist, der soll sich beizeiten informieren, damit er in den Genuß einer vollen Pension, resp. einer vollen Rente gelangt. Und zwar in der Höhe wie sie dem Einzelnen von rechtswegen zusteht. In allen Verwaltungen gibt es Kameraden, die bereit sind zu helfen.

Fragen soll man aber und vor allem an der richtigen Stelle. Eine falsche Information kann nur von Schaden sein. Ein Beispiel. Ein Privatbeamter ist krank. Sein Arzt rät ihm frühzeitig in den Ruhestand zu treten. Unser Privatbeamter soll sich dann vorerst einmal krankmelden. Während dieser Krankheitsperiode sollte er dann seine Pensionierung beantragen. Während drei Monaten wird er von seinem Auftraggeber weiter bezahlt. Danach übernimmt die Krankenkasse die Zahlungen, zieht aber ihrerseits die Pension ein. Das läuft praktisch darauf hinaus, daß der Kranke oder der Invalide während eines Jahres seinen vollen Lohn erhält.

Man muß sich wohl oder übel den Vorschriften unterwerfen, so wie sie nun einmal in jedem Pensionsregime bestehen.

Ein weiterer Rat, er mag diesem oder jenem vielleicht etwas makaber vorkommen. Nicht destoweniger sollte man ihn als guter Vater, als guter Ehegatte befolgen. Es ist äußerst wichtig, daß man seine Frau und die Kinder über seine Arbeitszeit unterrichtet, wie, wo und wie lange

man versichert gewesen ist, sogar wie und wo man vor dem Hochzeitstage gearbeitet hat.

Es ist geradezu erschreckend wie wenig Frauen wissen, wie ihr Mann sozial versichert gewesen ist. Man sollte ihnen die Papiere zeigen, sie unterrichten. Wichtig ist aber auch, daß man sich eine regelrechte Akte zusammenstellt, indem Abschriften von den Arzt- und Apothekenrechnungen angefertigt werden; indem Notizen über Krankmeldungen und ärztliche Kontrollen gemacht werden.

Wer krank ist, sollte sich auch krankmelden, die Arbeit unterbrechen. All zu übertriebenes Pflichtgefühl ist fehl am Platze. In letzter Zeit häufen sich die Fälle nur so, wo nachträglich dem, der seine frühzeitige Pension beantragt, vorgehalten wird, er sei nicht oder nur selten krank gewesen; er habe immer gearbeitet. Es hat keinen Sinn, hier auch noch den Helden markieren zu wollen. Zum gegebenen Zeitpunkt wirkt sich das nachteilig aus.

Es kommt dann aber auch häufig vor, daß die Aerzte, die jemanden untersuchen sollen oder gegebenenfalls nach dem Tode ein ärztliches Gutachten auszustellen haben, nicht den geringsten Zusammenhang feststellen können, oder nicht finden wollen, zwischen der Krankheit, dem Tode und der Zwangsrekrutierung mit all ihren Folgen. In diesen Fällen ist es wichtig, einige probante Beweise bei Hand zu haben. Man muß sich der Tatsache bewußt werden, daß ein Teil der Beamten, oder der Aerzte, die den jeweiligen Fall behandeln, einer jüngeren Generation angehören. Sie begreifen nicht, was wir Zwangsrekrutierte da von einer schlimmen Zeit reden, die wir durchstanden. Sie haben keine Ahnung von all dem, was man uns im letzten Krieg antat, welche Krankheiten die Zwangsrekrutierte wegen Entbehrungen, Mißhandlungen und seelischen Leiden aufgerafft haben.

Dann gibt es aber auch Leute, die uns nicht freundlich gesinnt sind. Ganz gleich aus welchem Grunde auch immer. Gar mancher ist der Ansicht, dadurch, daß man uns einen Pensionszuschuß gewährt, würde der Staat ruinieren. Angesichts des gegenwärtigen Milliardenbudgets, kann der Staat sehr wohl die etlichen Millionen verkraften, welche er als Pensionszuschuß an solche seiner Bürger abführt, die es im Krieg am härtesten traf, und die dem Lande seinerzeit einen unermesslichen Dienst erwiesen haben.

Hervorgestrichen werden muß aber auch die Tatsache, daß noch lange nicht alle Zwangsrekrutierte gleichzeitig, das heißt mit einem Schlag frühzeitig in den Ruhestand treten. Nach dem Krieg wurden zahlreiche Kräfte im Arbeitsprozeß benötigt. Sie wurden ohne viel Aufwand regelrecht auf den Arbeitsmarkt geworfen. Hierbei handelte es sich fast ausschließlich um die Angehörigen der zwangsrekrutierte Generation, für die der Staat sowieso in naher Zukunft um Ersatz bemüht sein muß. Ob wir nun frühzeitig oder erst bei erreichtem Pensionsalter

in den Ruhestand treten, spielt nur eine sehr geringfügige Rolle. Uebrigens, der Staat hat sich uns gegenüber in keiner Weise vergeben.

Man vergesse vor allem nicht die zahlreichen frühzeitigen Todesfälle in unseren Reihen. Auch sie sind, bis zu einem gewissen Grade, das Resultat staatlicher Unbekümmertheit. Es gibt noch eine ganze Reihe von Problemen, auf deren Lösung die Zwangsrekrutierte schon seit Jahrzehnten warten. Lösungen, wie sie unsere Politiker parat halten, sind uns schon längere Zeit bekannt. Wenn man den Letzten von uns zu Grabe getragen hat, ja dann sind alle Probleme automatisch geregelt. Das heißt aber auch nur soweit, als sie uns direkt betreffen. Es gibt doch auch noch unsere Hinterbliebenen.

Der Redner richtet einen Appell an all diejenigen, die bereits vor dem 1. April 1974 eine Invalidenrente bezogen, und an die Witwen unserer frühzeitig verstorbenen Kameraden, sie sollen so schnell wie möglich ihren Pensionszuschuß beantragen, wofür sie dies bislang unterlassen haben. Die hierfür im Gesetz vom 26. März 1974 vorgesehene Meldefrist erfüllt am 31. März 1976.

Nach diesem Stichtag kann zwar noch immer ein Antrag gestellt werden. Aber, die Antragsteller werden ihren Pensionszuschuß dann nicht mehr rückwirkend auf den 1. April 1974 erhalten, sondern erst nur noch ab dem Ersten des Monats, welcher dem Datum folgt, an dem sie einen Antrag gestellt haben. Und das bedeutet in allen Fällen einen mehr oder weniger empfindlichen Geldverlust.

Wer gegenwärtig den Pensionszuschuß erhalten möchte, muß selbstverständlich angeben, wie lange er zwangsrekrutiert, resp. in Gefangenschaft gewesen ist.

*

Metty Scholer dankt dem Redner für seine Ausführungen. Er geht noch einmal kurz auf das ein, was Kam. Schaus über ein Informieren der Ehefrau und der Kinder sagte. Alsdann gab er das Wort an

Raymond Welter,

welcher über den letzten Stand der Arbeiten um das Suchen nach Dokumenten berichtet, auf Grund derer die Tambower sich seinerzeit freiwillig zu den alliierten Armeen meldeten. Seit Jahren, so führte der Redner aus, suchen wir nach diesen Dokumenten. Wir Tambower wissen sehr genau, wie es damals war. Es war gar nicht einfach in Rußland. Wir hatten es damals recht schwer. Aber schwer haben wir es auch heute noch. Immer wieder werden Beweise von uns verlangt. Erst gestern Abend (gemeint ist der 7. November 1975) hat ein sogenannter französischer Colonel sich über uns lustig gemacht. Er erlaubte sich eine Aussage, wofür er hätte zu Hause bleiben können. Ich werde noch darauf zurückkommen.

Wichtig sind die Dokumente für uns Tambower: 1. Um eine Gleichstellung mit den Kameraden zu erreichen, die im Kriege nach England gelangt waren. 2. In historischer Hinsicht, weil manche unserer Landsleute Vorurteile uns gegenüber hegen, ja, sogar behaupten, die im Tambower Lager festgehaltenen Zwangsrekrutierten seien feige und liederlich gewesen.

Wo nun Gegenbeweisstücke suchen? Unsererseits wurden alle möglichen Schritte unternommen. Man kann sagen, es wurde alles drangesetzt, an die äußerst wichtigen Dokumente heranzukommen.

In einer ersten Phase wandten wir uns an die Franzosen, weil sie bereits 1944 rund 1500 Elsaß-Lothringer aus dem Tambower Lager befreiten. Dann aber auch, weil sie uns Luxemburger versprochen hatten, für unsere Freilassung einzustehen. Leider starb im Jahre 1971 der General Petit. Er war seinerzeit «Chef de Mission» gewesen, als die Elsässer und Lothringer Tambow verlassen durften. Kurz vor seinem Tode hatten wir einen Brief an ihn gerichtet.

Anschließend wurde versucht, die anderen Mitglieder besagter Mission ausfindig zu machen. Ihr gehörten nur fünf Personen an. Von einer erhielten wir keine Antwort. Auf einen Versuch über die «Affaires Etrangères» in Paris Nachforschungen anzustellen, wurde uns mitgeteilt, hier handele es sich um «geheime Militärsachen».

Als dann wurden verschiedene elsässische Kameraden befragt. Aber leider konnte keiner uns die Mitglieder der Mission namhaft machen. Eines Tages wurde uns dann der Name des Colonel Marquier genannt. Auf einen Brief hin, den wir an ihn gerichtet hatten, erhielten wir eine sehr liebenswürdige Antwort. Er teilte uns mit, nicht zu der von uns visierten Mission gehört zu haben. Von 1945 an sei er «Chef d'Etat major de la mission militaire française de rapatriement à Moscou» gewesen.

In seinem Brief, das sei nebenbei auch erwähnt, stellt Colonel Marquier den Luxemburgern ein sehr gutes Zeugnis aus. Nicht etwa ein solches, wie der Colonel Rémy es auf RTL tat, und der behaupten möchte, wir seien so was wie Freiwillige der Wehrmacht gewesen.

Colonel Marquier schreibt uns das genaue Gegenteil, u. z.: «Au cours des recherches, j'ai toujours constaté que l'immense majorité, pour ne pas dire la totalité des Alsaciens-Lorrains et Luxembourgeois fait prisonniers, les armes à la main, sous uniforme allemand, avaient été incorporés de force.» Colonel Marquier bot sich an, uns weiterzuhelfen.

Man darf getrost annehmen, daß dieser Colonel, der es bereits 1945 war, zu mindest so viel ist, wie jener andere, der uns mit Dreck bewirft.

Immer auf der Suche nach den vorhin erwähnten Dokumenten, wandten wir uns an unsere luxemburgische Gesandtschaft in Moskau. Im Jahre 1974 wurde ein erstes Memorandum verfaßt. Wir beschrieben darin das Lager Tambow, und es wurde klar dargelegt, daß wir, ehe-

maligen Insassen des Lagers Tambow, keine Forderung an den sowjetischen Staats haben. Es wurde dann weiter die Zwangsrekrutierung in allen Einzelheiten erklärt, sowie die Flucht zur Roten Armee, die übrigens in einem sowjetischen Buch, welches den Titel «Die Front» trägt, besonders erwähnt ist. In besagtem Memorandum wiesen wir dann weiter darauf hin, daß wir seinerzeit Anträge gestellt hatten um mit gegen die Nazi-Heere kämpfen zu dürfen. Gerade diese Anträge suchen wir. Noch immer sind die Tambower den nach England gelangten Zwangsrekrutierten gegenüber benachteiligt. Diese «Engländer», wie sie allenthalben bei uns genannt werden, erwähnten wir auch in unserem Memorandum, sowie ebenfalls die 1500 Elsaß-Lothringer, die bereits im Jahre 1944 das Lager Tambow verlassen durften.

Luxemburgs Gesandter in der Sowjetunion, Herr René Blum, erreichte Moskau im Jahre 1944. Sofort kündigte er einen Besuch im Lager Tambow an. Es kam dann das Kriegsende. Es wurden 18 Namen von Luxemburgern bekanntgegeben, die sofort entlassen wurden. Soweit das Memorandum kurz resümiert.

Wir sind heute wie damals davon überzeugt, daß die Sowjets uns nach Luxemburg entlassen hätten, wenn Luxemburgs Regierung darauf bestanden hätte.

Kurz vor dem Staatsbesuch unseres Großherzogs JEAN in Moskau, schickten wir ein zweites Memorandum an Luxemburgs Gesandten. Das geschah am 15. Mai 1975. Die Staatsvisite fand im Juni 1975 statt.

Nach der Staatsvisite erhielten wir eine Antwort. Sie war jedoch negativ, wie alle anderen vorher ebenfalls negativ waren. Am 7. November 1975 erhielten wir eine weitere Antwort. Sie kam aus dem luxemburgischen Außenministerium und auch sie war negativ.

Es wurden ebenfalls Schritte bei der sowjetischen Gesandtschaft in Luxemburg unternommen. Auf drei Briefe erhielten wir keine Antwort. Auf eine weitere Intervention hin wurde dann doch schließlich eine Delegation unseres Vorstandes in der sowjetischen Gesandtschaft empfangen. Das war am 29. Januar 1975. Wir durften unser Anliegen vortragen, doch erfolgte auch daraufhin nichts.

Sechs lange Jahre hindurch ersuchten wir um Erlaubnis, das Staatsarchiv konsultieren zu dürfen. Herr René Blum hat immer behauptet, die uns interessierenden Dokumente gesehen zu haben. Jos. Bech allerdings erklärte stets und ständig, von Tambow nichts gewußt zu haben. (Heiterkeit im Saale.)

Am 30. Januar dieses Jahres erhielten wir dann endlich die offizielle Erlaubnis, die Archiven durchzusehen. Dies sei jedoch streng vertraulich, hieß es. Inzwischen sind wir aber im Besitz eines Briefes des Herrn Justizministers, in dem es heißt: « . . . Abgesehen davon, daß die über dreißig Jahre alten Erlebnisse für Abwehrdienste wohl kaum Geheimniswert besitzen . . . ». Es ist mithin anzunehmen, daß das, was uns hier beschäftigt, noch weit weniger



Geheimniswert besitzt. Ja, für die Tambower ist es sogar von schwerem Nachteil, wenn sie die Dokumente nicht ausfindig machen, die sie als Beweisstücke für ihre Haltung im Krieg brauchen.

Zusammen mit einem Kameraden wurde während einigen Nachmittagen in den Archiven geblättert und gesucht. Eines steht nachträglich fest: Recht haben sie. Der Name Tambow wird nicht genannt. Die Bezeichnung Tambow wurde erst später geprägt. Solche subtile Unterschiede gebraucht doch nur der, der seinen Gegenüber nicht verstehen will. Immerhin hat unsere Regierung behauptet, nichts von den Luxemburgern in Rußland gewußt zu haben. Und das ist eine manifeste Lüge. Denn bereits in den Monaten von September bis Dezember 1943, wurde Luxemburgs Exil-Regierung in London durch die belgische Gesandtschaft in Moskau vom Aufenthalt luxemburgischer Bürger in der Sowjetunion unterrichtet. In den Briefen geht nämlich die Rede, unter welchen Umständen Luxemburger in die Rote resp. in die tschechische Armee übernommen werden könnten. Hätte es in Rußland keine Luxemburger gegeben, wäre das doch barer Unsinn gewesen. Weshalb dann die Aufforderung zum «Ueberlaufen»? Drüben sei alles vorbereitet! Doch nichts, rein gar nicht war vorbereitet.

Auch die Sowjets wußten sehr genau Bescheid. Denn wir Luxemburger und die Elsaß-Lothringer wurden tatsächlich von den deutschen Kriegsgefangenen abgesondert und in getrennten Lagern untergebracht. Im Lager 188 war das der Fall. Es sollte niemand glauben, all-

das sei so ganz zufällig geschehen. Nein, alles ging seinen höchst offiziellen Weg.

Wir fanden dann Erklärungen von Kameraden, die mit uns in Tambow waren, und damals dort abgegeben wurden. Im Archiv figurieren sie sogar mit Namen und Vornamen. Aus diesen Schreibsätzen geht klar und deutlich hervor, in welcher Weise die Russen von den Zwangsrekrutierten aufgeklärt wurden und in welchem Verhältnis die Luxemburger zu den Deutschen stehen. Es geht darin dann aber auch die Rede, — und das ist äußerst wichtig für uns — über die Bereitschaft der Aussagenden mit den Russen gegen die Deutschen zu kämpfen.

Es liegt auch der Vorschlag eines tschechischen Ministers vor, die Luxemburger in die tschechische Armee zu übernehmen. Hier sei eine Verständigung leichter, weil zahlreiche tschechische Offiziere entweder die französische oder die deutsche Sprache beherrschen.

Wenige Tage, nachdem die 1500 Franzosen das Lager Nr. 188 verlassen hatten, teilte im Juli 1944 die belgische Gesandtschaft der Luxemburger Exil-Regierung in London mit, daß sich in demselben Lager 200 Luxemburger befinden. Der belgische Ministerpräsident Pierlot schrieb in dieser Angelegenheit der Luxemburger Exil-Regierung einen Brief.

Wie bereits gesagt, im August 1944 gelangte René Blum in Moskau an. In einer ersten Unterredung mit dem sowjetischen Außenminister Wischinsky schlug er diesem vor, die Luxemburger in die französische Armee zu überholen. Weil letzterem dies nicht so recht gefiel, er allerhand Einwände zu machen hatte, sattelte



sécher goen! viraus suergen mat der SPUERKEESS

René Blum um, und beantragte eine Eingliederung in die russische Armee. Darüber war Wischinsky nicht nur erfreut, sondern gewillt dem Antrag des Herrn Blum stattzugeben. Doch erhielt dieser von unserer Exil-Regierung kein grünes Licht, sein Vorhaben in die Tat umzusetzen. So mußten wir halt im Lager 188 verbleiben, darben, leiden und sterben. Nachträglich fragen wir uns, wieso jemand einen derartigen Vorschlag machen konnte, wenn niemand vom Aufenthalt der Luxemburger in Rußland gewußt hat.

Uns wurde wiederholt gesagt, die Franzosen seien aus dem Lager entlassen worden, weil das kleine Geschwader «Normandie» sich so tapfer in Rußland geschlagen habe. Hatte unsere Exil-Regierung denn keinen Trumpf in der Hand? Konnte sie etwa nicht geltend machen, daß das kleine unterjochte Luxemburg und seine Bevölkerung es fertig brachten zu streiken als die Nazis seine Jugend für ihre Armeen mobilisierten? Wir sind heute mehr denn je davon überzeugt, daß Herr René Blum, der uns allzeit sagte, er habe die Dokumente gesehen, nach denen wir suchen, die volle Wahrheit sag-

te. Er konnte sie genau beschreiben. Von Herrn Bech sowie von allen anderen Ministern, die sich seinerzeit in London im Exil aufhielten, und die die Korrespondenz unterschrieben, ist anzunehmen, daß sie sehr genau über den Verbleib der Luxemburger im Raume Tambow unterrichtet waren. Wäre dem nicht so, müßte angenommen werden, sie hätten es damals nicht einmal für notwendig befunden, das zu lesen, was sie unterschrieben.

Das sind schlimme Anklagen. Gewiß! Aber die Tambower waren und sind noch immer die Leidtragenden. Und wie steht es mit den vielen Toten, die wir im Tambower Wald zurücklassen mußten? Wer hat sie auf dem Gewissen?

Bis zur Stunde gibt es noch so viel Unbekanntes, oder besser gesagt, so Vieles, das man uns bewußt vorenthält. Wir wären uns allen ungut, wie ebenfalls der Nachwelt, würden wir nicht alles dran setzen, auch die letzte Klarheit über das heraus zu finden, was hinter und auf unserem Rücken an Nichtsnützigem ausgebracht worden ist.

Als nächsten Schritt hat der Vorstand vorgesehen ein weiteres Schreiben an den sowjetischen Gesandten in Luxemburg zu richten, wovon eine Abschrift der luxemburgischen Regierung zugestellt wird.

*

Nachdem der starke Applaus für R. Welters Ausführungen verklungen war, sagte Metty Scholer, Präsident, man habe 30 Jahre lang nach Dokumenten gesucht. Einiges sei inzwischen zu Tage gefördert worden. Doch harre noch so manches einer endgültigen Klärung. Was Herr Bech den Tambowern zu wiederholten Malen erzählte, stimmt jedenfalls nicht. Das war so eine recht komische Sache mit ihm. Er konnte sich immer nur an das erinnern, was nach 1945 geschah. Was davor war, daran konnte er sich mit dem besten Willen nicht erinnern. Das mit den Luxemburgern in Rußland war ihm vollständig ausdenklich geworden.

Es komme uns niemand und vertröste uns weiter auf später. Etwa mit Worten: «Dir sit gudd Jongen! Er Saach geht an d'Reih!» Vielmehr wird der Vorstand sich bemühen, Klarheit in eine Angelegenheit zu bringen, die am Ursprung der unendlichen Misäre der Tambower steht. Ganz gleich ob das jemanden paßt oder nicht!

Anschließend wurde nachfolgende Resolution verlesen, kommentiert und von der Versammlung einstimmig angenommen.

RESOLUTION

Les membres de l'Amicale des Anciens de Tambow réunis en Assemblée Générale à Luxembourg, le 8 novembre 1975, après avoir entendu les différents rapports de son comité

constatent

qu'aucune suite n'a été réservée aux résultats des examens médicaux accordés aux

prisonniers de guerre dans tous les cas où l'état de santé défectueux exige un traitement;

rappellent

que les Anciens de Tambow voulant épargner à leurs familles l'exil et la déportation, n'ont pas hésité, malgré les risques que ce'a comportait, à désertier et à supporter les souffrances des camps de prisonniers de guerre de Russie;

regrettent

que, après avoir demandé officiellement leur engagement volontaire dans les armées alliées (prouvé par des documents existants), ces demandes n'aient pas trouvé la même appréciation que celles de nos camarades qui étaient rentrés de l'Angleterre et de l'Amérique;

que ceux-ci ont eu des mentions honorifiques et furent déclarés «Anciens Combattants» du moment qu'ils s'étaient engagés dans une Armée alliée, même sans avoir combattu effectivement. (Cf. notre mémoire du 15. 5. 75 Amicale des Anciens de Tambow du Grand-Duché de Luxembourg au Gouvernement de l'U.R.S.S.);

exigent

que le gouvernement accorde, aux frais des dommages de guerre, des cures aux prisonniers malades et invalides, dans la même mesure qu'il le fait pour d'autres victimes du nazisme;

appuient

le lancement par des moyens individuels du projet pour un Centre de prophylaxie et de gériatrie à la disposition de toutes les victimes de la guerre;

réclament

la computation double des années de guerre à toutes les victimes du nazisme et la suppression des discriminations relevées dans la législation actuelle, notamment par une modification de la Loi sur les dommages de guerre du 25 février 1950;

se demandent

avec indignation si la longue attente infructueuse pour la réalisation des revendications n'est pas une tactique rusée des politiciens, voulant retarder l'exécution de leurs promesses jusqu'à ce que le dernier des prisonniers de guerre ait disparu;

font appel

aux parties politiques de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le gouvernement reconnaisse enfin les justes revendications, tant de fois demandées, des prisonniers de guerre.

Nationalpräsident

Jos. Weirich bedankte sich im Namen aller Ehrengäste für die freundliche Einladung zur Feier des dreißigsten Jahrestages der Wiederkehr der Tambower in die luxemburgische Heimat. Er beglückwünschte die Versammelten, zahlreicher als je zuvor an der Tambower Journée teilgenommen zu haben. Es war erhebend und ermutigend zugleich. Es sei schon wichtig zusammenzustehen und zusammenzuhalten. Es mangle nicht an Versuchen, die Zwangsrekrutierten auseinander zu dividieren. Doch sollten alle diese Zwietrachtsäer tun, was sie nicht lassen können. Die Zwangsrekrutierten, ihre Gegenspieler, würden das auf keinen Fall zulassen.

Er griff auch seinerseits den Appell von Erny Schaus auf, um nochmals auf die Wichtigkeit hinsichtlich einer vollständigen Unterrichtung der Familienangehörigen der Enrôlés hinzuweisen, was ihre Pensionskassen anbelangt. Denn wer weiß, eines Tages mag gerade das für sie von großem Nutzen sein.

Die Generation der Zwangsrekrutierten ist eine vernachlässigte Generation, sagte der Redner, und fuhr fort: Es war wohl sehr erbaulich damals, als unser Leidensweg begann, und die Bezeichnung «Ons Jongen» geprägt wurde; als die Luxemburger wie ein Mann zusammenstanden; als die Besten für des Landes junge Söhne in den Tod gingen; als Tausende Luxemburger, die das Herz auf dem richtigen Fleck hatten, Hab und Gut, ihr und ihrer Familienangehörigen Leben auf's Spiel setzten, um zu retten was zu retten war. Daß es dann nach dem Krieg schon bald wieder zu Zänkereien und entehrenden Auseinandersetzungen kam, — die Zwangsrekrutierten waren in ihrer überaus grossen Majorität noch nicht einmal aus der Verbannung zurückgekehrt — ist eine beschämenswerte und traurige Begebenheit.

In Abwesenheit der schwergeprüften «Jongen» — für viele waren sie schon zu jenem Zeitpunkt aufgegeben und vergessen, oder waren bestenfalls lästige Störenfriede — begann ein Feilschen, wie auf einem Jahrmarkt, um Verdienste, die dieser und jener sich im 'Kampf' gegen den Nazismus erworben habe. Es galt sich Verdienste zuzuschreiben, die ganz einfach nicht aufzuweisen waren. Und das alles, weil es einen Kuchen zu verteilen gab.

Wir, die Jüngsten, die am schwersten Geprüften, die wir moralisch und physisch am Ende waren, uns schob man kurzerhand beiseite und stempelte uns zu Parias. Wenn aber Luxemburg heute noch besteht, so ist das hauptsächlich das Verdienst jener Jugend, die damals auf dem Altar der Nation geopfert wurde.

Es wirkt, heute mehr denn je, geradezu revoltierend, wie höchste Politiker des Landes, die sich weit vom Schuß hielten, saumselig und fahrlässig diese Jugend aufforderte: «Jongen laaft iwer!» Später drohten sie sogar, wer nicht

überlaufe, müsse mit Repressalien nach dem Sieg rechnen. Aber selbst taten diese Herren nicht das Geringste um den Jungen zu helfen. Und sie hatten es in der Hand zu helfen. Das genaue Gegenteil taten sie. Am Beispiel der Tambower wurde das nur zu deutlich und grausam vordemonstriert. Sie ließen sie ganz einfach im Stich. Ihnen war es ganz gleich, wenn so und so viele in den sicheren Tod gingen!

Schon gleich nach Kriegsschluß, und das bis zum heutigen Tag, behaupteten diese Herren, sie könnten sich an nichts mehr erinnern. Jahrzehntlang verlangen die Zwangsrekrutierten Aufklärung. Dazu kam es nicht. Aber nichts ist so fein gesponnen, es kommt ans Tageslicht! Und es wird der Tag kommen, an dem so manchem gewordenen Politiker der selbst gebastelte Lorbeerkrantz sich in Nichts auflösen wird. Dann wird auch der Letzte im Lande sehen, welch elendiges Spiel, welch Schindluder mit den Zwangsrekrutierten gespielt wurde. Leider — — — leider mußten wir das alles am eigenen Leibe spüren. Nicht genug, daß uns die Nazis auf infekteste Art und Weise auszurotten versuchten, sondern sich auch eigene Landsleute fanden, die direkt oder auch nur indirekt Schuld am Tode, resp. am schlechten Gesundheitszustande zahlloser Zwangsrekrutierter sind.

Es ist dann aber auch zweifellos ein wahrer Hohn, daß wir, 30 Jahre nach den eigentlichen Ereignissen, noch immer um eine Lösung unserer Probleme streiten müssen. Doch den Politikern, ob vor 30, 20, 10 Jahren oder erst rezenteren Datums, ist das Schnuppe. Ihnen kann nichts zustoßen. Wir langweilen sie höchstens, oder verärgern sie. Sie schieben die Lösungen auf die lange Bank, bis zu jenem Tage, an dem der letzte Enrôlé zu Grabe getragen wird.

Aber noch sind wir nicht tot. Noch werden unsere Politiker mit uns rechnen müssen. Wir werden uns nicht selber aufgeben. Wir lassen uns nicht entmutigen. Auch dann nicht, wenn es solche aus unseren Reihen gibt, die, einmal an der Krippe gelandet, ihre einstigen Kameraden und Schicksalsgefährten vergessen, keinen Finger für sie krümmen.

Wir werden, ganz gleich was ist und was Kommt, auch den Rest unseres Weges gemeinsam gehen. Wie in der Vergangenheit, werden wir auch in Zukunft nach den Lösungen unserer Probleme suchen.

Herr Paul Simonis

Wir haben heute ein Fest der Freude gefeiert. Wir freuen uns alle. Die einen, weil sie das Schreckliche der Kriegszeit überstanden haben, die andern, weil sie mit euch zusammen sein dürfen. Es steht mir besonders zu, der vielen Eltern zu gedenken. Besonders aber die Eltern derer, die hier anwesend sind. Teils leben sie noch, teils haben sie das Zeitliche bereits gesegnet. Das sind alle Eltern, die sich im Krieg und auch danach unendlich viel Sorgen um ihre «Jungen» machten. Sie bangten um

ihr Leben. Sie bemühten sich um ihr Wohlergehen.

Herr Simonis erinnert besonders an die Eltern, deren Söhne die Heimat und das Elternhaus nie wiedersahen. Von ihnen hätten damals im November 1945 gar viele am Bahnhof in Luxemburg gestanden, innerlich von der Hoffnung beseelt, daß doch vielleicht auch ihr Sohn unter den Heimkehrenden sei. Groß war dann die Enttäuschung. Der geliebte Sohn war nicht dabei, sollte auch später nicht mehr zurückkehren.

Herr Simonis sagte weiter, oft würden die Worte «Liberté, Egalité, Fraternité» in einem Atemzug ausgesprochen. Denen möchte er das Wort «Solidarité» hinzufügen. Das fehlt unsern Resistenzler.

Der Redner erklärt, er habe mit Schrecken und Bedauern mitansehen müssen, daß die Autoritäten nicht dabei waren, daß die Führer der LPPD fehlten, als auf Bahnhof Hollerich das Denkmal eingeweiht wurde. Dies tate ihm außerordentlich leid.

In der Vergangenheit habe stets eine Delegation der Elternvereinigung an den Heimkehrertagungen teilgenommen, die in Deutschland stattfanden. Immer seien die Eltern, auf der Suche nach Aufklärung über diesen oder jenen jungen Luxemburgers Verbleib oder Schicksal gewesen. So waren sie auf dem letzten Heimkehrertreffen, das in Saarbrücken stattgefunden hat.

Nun haben sich die deutschen und französischen «Alten Kämpfer» zusammengetan. Es war das die letzte Versammlung. Somit geht auch diese Episode für die Eltern unserer verschollenen Kameraden zu Ende. Die deutschen und die französischen Verbände hätten sich endgültig von ihrem, unserer Eltern Problem abgewandt, d. h. vom Problem der Kriegsgefangenen. Sie wenden sich von nun an dem Aufbau Europas zu. Das ist etwas, was unsere luxemburgischen, föderierten Verbände weniger interessieren, und das zumindest so lange nicht, wie ihre ureigenen Probleme nicht zufriedenstellend gelöst sein werden. Um den Aufbau Europas kümmern sich andere Organisationen.

Aufgefallen sei, sagte Herr Simonis, daß gleichzeitig der Tag der «Anciens Combattants» abgeschafft wurde und ersetzt werden soll durch den 11. November, und das mit der Begründung, man wolle fortan Europa aufbauen.

Seine kurze Ansprache abschliessend, wünschte Herr Simonis allen Teilnehmern an der großen Tagung der Tambower, eine gute Gesundheit und verleiht der Hoffnung Ausdruck, daß alle sich in einem Jahr zur selben Gelegenheit wiedersehen.

Das Schlußwort

sprach der Präsident, Metty Scholer und hob kurz nach 18 Uhr die Generalversammlung auf.



MONUMENT AUX MORTS ITZIG

ITZIG

Feierliche Gedenkstunde der Zwangsrekrutierten

Die Amicale des Enrôlés de Force, Sektion Hesperingen, gedachte am Sonntag, den 16. November 1975 ihrer toten und vermißten Kameraden.

Aus diesem Anlaß fand in der Pfarrkirche in Itzig um 10.30 Uhr ein Gedenkgottesdienst statt, zelebriert vom Hochw. Herrn Pfarrer Nies. Zu Beginn des Gottesdienstes sang Kamerad Josy Thinnies, ein ehemaliger Tambower, das ergreifende Lied «Un eis Jungen 1940-45». Neben den vielen Zwangsrekrutierten hatten sich die Vertreter der Hesperinger Gemeindeverwaltung eingefunden.

Nach der religiösen Feier wurde, begleitet von den Klängen der Sonnerie aux Morts, ein prächtiges Blumengebinde am Totengedenkmal niedergelegt. Mit dem Abspielen der Hémecht ging diese feierliche Gedenkstunde zu Ende.

Dem Kirchengesangverein und der Musikgesellschaft aus Itzig, die viel zur Verschönerung der Gedenkstunde beitrugen, sei von dieser Stelle aus noch einmal von Herzen «villmols merci» gesagt.

Es war erfreulich festzustellen, daß die ehe-

maligen Enrôlés de Force der Gemeinde Hesperingen in so großer Zahl erschienen waren.

Der Gedanke an die gefallenen Söhne der Heimat bleibt für immer wach und das ganz besonders bei jenen die das Glück hatte das liebe Luxemburg wiederzusehen, in Frieden und Freiheit leben zu dürfen.

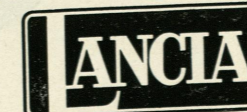
ETABLISSEMENT ALBERT FELTEN

Maitre Orthopédiste-Bandagiste

Fondée 1870

Articles sanitaires — Bas à varices
11, rue Dicks — LUXEMBOURG - GARE
Téléphone : 48 84 64

590



Garage HUBERT Frères S.à.r.l.

106, route d'Esch, Luxembourg — Tél. 2 49 98

583

BUREAU DE VOYAGES

Emile WEBER

Luxembourg, Tél.: 48 44 29 / 29

1, rue du Fort Elisabeth

583